

« LA RÉUSSITE PERSONNELLE NE PEUT ÊTRE LE SEUL OBJECTIF D'UNE VIE »

Patrick Kanner, sénateur du Nord

Patrick Kanner a été président de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCASS), président du conseil départemental du Nord, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports entre 2014 et 2017, et depuis 2017, sénateur du Nord. Son expérience diversifiée, tant sur le plan local que national, et son fort engagement sur les questions de société, lui confèrent une autorité reconnue au Sénat tant par ses collègues socialistes que par ses adversaires politiques. *Le Jas* l'a interrogé sur sa perception de l'état de la démocratie dans notre pays.

Le Jas : Selon la plupart des experts, l'état de la démocratie en France est préoccupant, et tout particulièrement celui de la démocratie locale. Qu'en pensez-vous ?

Patrick Kanner : De toute évidence, nous faisons face à une société qui se durcit, qui se nombrilise. L'individualisme resurgit, porté sans doute par les peurs. Pour un nombre croissant de personnes, le seul but qui vaut est leur bonheur personnel, et tant pis pour tous les autres. Cela, selon moi, est totalement contraire aux valeurs de construction de la République, qui prône l'altérité au travers de la laïcité, du vivre-ensemble. Quand on voit ce prosélytisme de l'isolement et du rejet de l'autre, il y a de quoi être très inquiets. Pourtant, on a encore des outils qui pourraient nous permettre de tendre à une société fraternelle, plus solidaire. Je pense bien entendu aux grandes administrations de l'État,

comme l'Éducation nationale, mais aussi aux collectivités territoriales, et notamment aux maires. Ils offrent des services de proximité, certes affaiblis, mais qui répondent encore à des besoins indispensables. Et surtout, ils montrent par leur dévouement la face la plus vertueuse de la politique. Malheureusement la décentralisation ne cesse d'être affaiblie par des décisions absurdes.

J'ai rencontré plus d'une centaine de maires pendant ma campagne sénatoriale. J'ai vu des personnes toujours motivées par leur mission de service public et leur souci du lien social, mais aussi particulièrement irritées par les injonctions contradictoires qui émanent de l'État et l'empilement des normes. En outre, les maires sont inquiets de la diminution des moyens alors que les besoins des populations augmentent. Le projet de loi de finances examiné au Sénat est une caricature. Les collectivités territoriales





sont les variables d'ajustement de l'incurie budgétaire de l'État. À raison, elles se sentent maltraitées, mal soutenues. Et si on ajoute à cela les menaces et les agressions de certains habitants, on a aujourd'hui des serveurs, des « *hussards de la République* » comme on le dit souvent, qui s'interrogent sur leur engagement et se demandent si ça vaut la peine.

Tout cela est terrible. Et ce n'est pas qu'une question d'argent ou de statut, bien que cela participe à leur reconnaissance, mais bien une question de considération de leur rôle effectif sur le fonctionnement de la démocratie.

Le Jas : Pourtant, le gouvernement semble vouloir s'appuyer davantage sur les réalités de terrain.

P.K. : Je ne le pense pas. Certes, au lieu de s'appuyer sur les institutions existantes, le président

de la République a multiplié des outils de participation citoyenne. Mais ceux-ci, faute de résultats, ne contribuent qu'à semer plus de confusion. On a eu, premièrement, le Grand Débat, dont personne ne sait ce qui en est sorti. On a dépensé des millions d'euros, on a mobilisé les Français et nous n'avons toujours pas les cahiers de doléances. Cela aurait pu être un bon exercice démocratique, mais il n'a fait que créer de la frustration. Puis, on a eu les conventions citoyennes. Là aussi on avait un espoir, notamment en ce qui concerne celle portant sur la transition écologique, mais cela n'a abouti qu'à quelques mesures anecdotiques. Et la raison est simple : si l'on ne veut pas aller chercher l'argent où il y en a, on n'a rien pour financer cette transition. Quand j'entends Bruno Le Maire nous dire que c'est impossible, parce qu'il faut que les entreprises françaises prospèrent, cela me fait bondir. Car rien ne s'opposerait à ce qu'on prenne, de manière exceptionnelle, 10 milliards d'euros à TotalEnergies sur deux exercices pour financer la transition écologique... Enfin, à quoi a servi le Conseil national de la refondation ? Là encore, un défaut d'affichage des conclusions. D'autant plus que ce projet est abandonné au profit du Conclave de Saint-Denis, et on ne peut, encore une fois, que se demander « *c'est quoi ce gadget ?* ». Pourtant, on a des institutions qui doivent être respectées. Si la confusion ruisselle du sommet de l'État jusqu'à l'échelon de base qu'est la commune, alors oui, il y a du désordre public qui s'installe.

Le Jas : Donc, selon vous, ces nouvelles pratiques ne favorisent guère le traitement des grands problèmes de société ?

P.K. : Oui, d'autant plus que cela renforce la tendance bien française à traiter les choses séparément et sans projet global. Par ailleurs, on est plutôt sur la réaction, et jamais sur l'anticipation, la bienveillance, l'altérité et la reconnaissance de l'autre comme un enrichissement. Et je ne parle pas seulement du rapport aux immigrés. On a cette incapacité à considérer qu'ensemble on avance plus et on traite plus raisonnablement les problèmes, qu'en s'appuyant sur des intérêts individuels. J'ai le sentiment qu'Emmanuel Macron ne partage pas cette culture, qu'on retrouvait dans la droite historique gaullienne,

une culture où l'État avait une place de régulation. Aujourd'hui, nos dirigeants semblent croire que l'État est un obstacle à la réussite personnelle. Mais est-ce que la réussite personnelle est le seul objectif d'une vie, en oubliant l'importance de la vie en société ? C'est cette philosophie qui a conduit à déconsidérer le rôle de l'impôt. Il y a un ou deux ans, Olivier Véran nous assenait : « *Nous avons un dogme : moins d'impôts !* ». Un dogme ? Le mot n'est pas anodin. Il semble bien qu'aujourd'hui l'objectif principal est la réduction des impôts. Pourtant, notre modèle de société est un modèle de protection. Quand, il y a trois ans, je me suis fait opérer d'un œil, et qu'on m'a dit à la fin que je n'avais rien à payer, j'ai pu apprécier ce qu'était un modèle de protection. Oui, ça a un coût ! Mais est-ce que ça a un prix ?

Le Jas : Le sujet qui angoisse tout le monde c'est le problème climatique. Que pourriez-vous ajouter sur cette question ?

P.K. : Il y a tout d'abord un élément majeur : les premières victimes humaines de la crise environnementale, ce sont les pauvres. Passoires énergétiques, incapacité de rénovation des logements... Il nous faut un plan Marshall qui ne soit pas composé que de petites mesures. C'est bien de développer les énergies renouvelables, d'accentuer la production nucléaire au travers des EPR, ce sont des choix politiques que je partage. Le nucléaire nous sera indispensable pour les 50 prochaines années. Mais nous sommes bien trop modestes en ce qui concerne l'environnement de proximité. Car on peut produire de la richesse en investissant, par exemple en permettant à des ménages de rénover correctement leur logement. On a encore aujourd'hui des personnes qui dépensent 20 à 30 % de leur budget dans l'énergie, car elles n'ont pas le choix. Ce plan Marshall pourrait être financé

par les entreprises qui disposent de revenus exceptionnels, notamment les énergéticiens, en raison de la crise provoquée par la guerre en Ukraine. Puisqu'ils font des profits exceptionnels, il faut que cet argent revienne vers des projets exceptionnels. Ce message, mettant en balance l'investissement initial et les retombées immenses pour les vingt prochaines années, me paraît essentiel.

Le second point concerne les compétences des

États partout sur notre planète. Certes, il y a une indiscutable prise de conscience par de nombreux États, mais tant qu'il n'y aura pas de solidarité avec les États émergents, on ne pourra rien changer. La COP 21 a été la COP la plus politique de toutes, car elle a marqué cette prise de conscience.

Malheureusement, on peut lui faire le reproche

de s'être arrêtée à des déclarations d'affichage et de ne pas avoir réellement mis en œuvre le plan Marshall nécessaire. Aujourd'hui, on en est à la COP 28. Et on voit de plus en plus clairement le bras de fer avec les énergéticiens qui défendent leurs intérêts. C'est pourquoi il est urgent que l'opinion se mobilise, pour encourager les gouvernants à gagner cette bataille. Sur la route où nous nous situons actuellement, nous nous dirigeons vers un scénario très pessimiste, en raison du décalage de temps entre les politiques suivies et les politiques nécessaires, dans un contexte d'accélération du dérèglement climatique. Ce qui pourrait permettre une réelle avancée, serait que les États-Unis et la Chine, les deux plus gros pollueurs, s'y investissent pleinement. Mais ce que j'espère aussi c'est qu'en Europe la question du climat s'impose au cœur de la concurrence politique. Et que celui qui ne sera pas à la hauteur sera *name and shame*. Car, c'est peut-être un peu naïf de ma part, mais je pense que l'Europe doit s'affirmer comme le chevalier blanc de ce combat. ■

**« J'AI LE SENTIMENT
QU'EMMANUEL MACRON
NE PARTAGE PAS CETTE CULTURE,
QU'ON RETROUVAIT DANS LA
DROITE HISTORIQUE GAULLIENNE,
UNE CULTURE OÙ L'ÉTAT AVAIT UNE
PLACE DE RÉGULATION. »**